

# **ÉTATS FINANCIERS**

---

AU 30 NOVEMBRE 2012

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

---

À l'intention des actionnaires du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) qui comprennent les bilans au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, et les états des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2012 et 2011, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.



-----  
<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A105976



-----  
<sup>2</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125741

Montréal, le 21 décembre 2012

# BILANS

---

(en milliers \$, sauf l'actif net par action)

30 novembre 2012

31 mai 2012

## Actif

Investissements en capital de développement (note 4)	5 104 821	4 918 765
Autres investissements (note 5)	4 015 964	4 123 020
Débiteurs et autres actifs (note 8)	629 111	656 836
Encaisse	9 974	13 789
Immobilisations (note 9)	60 549	61 076
Impôts sur les bénéfices	3 008	93
Impôts futurs (note 17)	595	-
	<u>9 824 022</u>	<u>9 773 579</u>

## Passif

Billets (note 10)	448 891	428 544
Créditeurs et autres passifs (note 12)	608 613	816 434
Impôts futurs (note 17)	3 111	3 913
	<u>1 060 615</u>	<u>1 248 891</u>

## Actif net (note 13)

Nombre d'actions de catégorie A en circulation (note 13)	<u>322 158</u>	<u>320 629</u>
--	----------------	----------------

## Actif net par action de catégorie A

	<u>27,20</u>	<u>26,59</u>
--	--------------	--------------

Éventualités (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



---

Yvon Bolduc, administrateur



---

Michel Arsenault, administrateur

# RÉSULTATS

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$, sauf le bénéfice par action)	2012	2011
<b>Produits</b>		
Intérêts (note 15)	86 158	87 573
Dividendes	40 277	33 255
	<u>126 435</u>	<u>120 828</u>
<b>Charges (note 16)</b>		
Frais corporatifs	20 300	17 958
Frais d'investissements en capital de développement et autres investissements	16 298	16 927
Frais de développement et d'administration de l'Actionnariat et de la Formation économique	20 052	17 395
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	2 777	2 323
	<u>59 427</u>	<u>54 603</u>
<b>Revenu net de placement avant impôts</b>	<b>67 008</b>	66 225
Impôts (note 17)	10 500	12 960
<b>Revenu net de placement</b>	<b>56 508</b>	<u>53 265</u>
<b>Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements</b>		
Réalisés	36 865	(25 806)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	105 294	(7 286)
Frais de transaction	(727)	(1 121)
	<u>141 432</u>	<u>(34 213)</u>
<b>Bénéfice net</b>	<b>197 940</b>	19 052
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	321 566	315 552
<b>Bénéfice par action de catégorie A</b>	<b>0,62</b>	0,06

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	Capital-actions de catégorie A (note 13)			Surplus d'apport (note 13)	Bénéfices non répartis	Actif net
	Série 1	Série 2	Souscrit			
<b>2012</b>						
Solde au début	7 010 355	76 483	760	972 070	465 020	8 524 688
Bénéfice net					197 940	197 940
Émissions d'actions	245 131	3 768				248 899
Variation nette des souscriptions d'actions			120			120
Rachats d'actions	(176 870)	(2 904)		(26 398)	(8 575)	(214 747)
Variation des rachats en attente	5 339			947	221	6 507
Virement (note 13)	75 000				(75 000)	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>7 158 955</b>	<b>77 347</b>	<b>880</b>	<b>946 619</b>	<b>579 606</b>	<b>8 763 407</b>
<b>2011</b>						
Solde au début	6 676 628	78 428	727	1 052 330	369 698	8 177 811
Bénéfice net					19 052	19 052
Émissions d'actions	232 023	3 464				235 487
Variation nette des souscriptions d'actions			23			23
Rachats d'actions	(208 335)	(4 580)		(32 760)	(10 321)	(255 996)
Variation des rachats en attente	(5 307)			(1 913)	879	(6 341)
Virement (note 13)	95 000				(95 000)	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>6 790 009</b>	<b>77 312</b>	<b>750</b>	<b>1 017 657</b>	<b>284 308</b>	<b>8 170 036</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# FLUX DE TRÉSORERIE

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	2012	2011
<b>Activités d'exploitation</b>		
Revenu net de placement	56 508	53 265
Éléments sans effet sur la trésorerie et variation des éléments hors-caisse		
Intérêts capitalisés sur investissements en capital de développement	(1 104)	(1 062)
Intérêts capitalisés sur billets	8 714	8 205
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	2 777	2 323
Impôts futurs	(1 397)	1 989
Débiteurs et autres actifs	83 500	(340 784)
Créditeurs et autres passifs	(83 150)	394 420
Impôts sur les bénéfices	(2 915)	(6 422)
Autres	1 239	(926)
Frais de transactions	(726)	(1 101)
	<b>63 446</b>	<b>109 907</b>
<b>Activités de financement</b>		
Émissions de billets	61 292	109 686
Remboursements de billets	(49 659)	(65 696)
Émissions et souscriptions d'actions	249 019	235 510
Actions rachetées	(216 025)	(255 933)
	<b>44 627</b>	<b>23 567</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'investissements en capital de développement	(458 250)	(372 641)
Produits de cessions d'investissements en capital de développement	291 694	204 933
Acquisitions d'autres investissements	(2 814 739)	(3 602 449)
Produits de cessions d'autres investissements	2 871 673	3 640 298
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 304)	(1 695)
Développement informatique	(962)	(862)
	<b>(111 888)</b>	<b>(132 416)</b>
<b>Augmentation (diminution) de l'encaisse</b>	<b>(3 815)</b>	<b>1 058</b>
<b>Encaisse au début</b>	<b>13 789</b>	<b>6 372</b>
<b>Encaisse à la fin</b>	<b>9 974</b>	<b>7 430</b>

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation incluent des impôts versés de 16,3 M\$ (30 novembre 2011 : 18,6 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 1. LOI CONSTITUTIVE

### STATUTS ET OBJECTIFS DU FONDS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le Fonds), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois;
- b) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec;
- c) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises;
- d) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements en capital de développement dans des placements non garantis, principalement dans de petites et moyennes entreprises (PME) situées au Québec. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

### NORME DE 60 %

Le Fonds peut faire des investissements en capital de développement dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements en capital de développement du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds de l'exercice précédent.

Si le Fonds fait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant sont limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements en capital de développement moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent se situe à 67,0 % au 31 mai 2012 (31 mai 2011 : 71,0 %).

Puisque le pourcentage minimal de la norme est atteint au 31 mai 2012, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2012-2013.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds est une société de placement en vertu de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et applique, à cet égard, les principes comptables y afférents.

L'état du résultat étendu n'est pas présenté, car il n'y a aucun élément à y inclure.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'établissement de provisions et l'évaluation à la juste valeur des investissements en capital de développement et autres investissements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

### COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction. Le coût présenté correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transaction.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont les débiteurs et autres actifs, excluant les titres achetés en vertu de conventions de revente et les instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les passifs financiers classés comme autres passifs sont les billets et les créditeurs et autres passifs, excluant les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés. Tous ces instruments sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les investissements en capital de développement et autres investissements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

#### a) Instruments financiers non cotés

Les instruments financiers non cotés sont constitués d'actions, de parts et de prêts et avances.

Ces instruments sont évalués à la juste valeur en fonction de techniques et de modèles d'évaluation appropriés qui peuvent ne pas être principalement basés sur des informations de marché observables. Les informations de marché observables sont appliquées aux modèles d'évaluation si elles sont disponibles.

La juste valeur déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables dont tiendraient compte des parties dans le cadre d'une transaction sans lien de dépendance. Certaines hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur la juste valeur dont celles retenues pour déterminer les flux monétaires caractéristiques, le niveau de risque et le taux de croissance futur associés à ces flux en tenant compte des conditions économiques, des perspectives d'avenir du secteur d'activité concerné et des conditions propres à l'entreprise.

Les parts de fonds de couverture sont évaluées à la juste valeur établie par leur administrateur respectif à la date la plus rapprochée de celle du bilan du Fonds.

#### b) Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont constitués d'actions, d'obligations et d'instruments du marché monétaire. Ces instruments sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Lorsque exceptionnellement le marché d'un instrument financier n'est pas actif, celui-ci est alors évalué selon des techniques d'évaluation appropriées dont, entre autres, les méthodes établies pour les instruments financiers non cotés.

#### c) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés cotés sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Les instruments financiers dérivés non cotés sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs.

### PRÊTS DE TITRES, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE ET TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds participe au programme de prêts de titres mis en place par son fiduciaire sur les titres dont il a la garde. Ce programme permet de conclure des opérations de prêts de titres, ainsi que des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assorties de garanties. Les conventions de reventes sont inscrites au bilan à leur juste valeur et les conventions de rachat sont inscrites au bilan au prix de rachat prédéterminé par l'engagement. Les produits découlant de la participation du Fonds à ce programme sont présentés sous Intérêts à l'état des résultats.

### IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux (%)
Corporelles		
Bâtisses	linéaire	2,5
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0
Équipement informatique	linéaire	25,0
Développement informatique	linéaire	33,3

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### CONSTATATION DES PRODUITS

#### a) Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### b) Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration, et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### c) Gains et pertes sur investissements en capital de développement et autres investissements

Les gains et les pertes réalisés résultant de cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements à l'état des résultats et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen.

### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, multipliés par les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

### CONVERSION DE DEVICES

Les éléments d'actif et de passif monétaires et ceux comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

### AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des gestionnaires et des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 9,5 et 12,1 années (31 mai 2012 : entre 8,5 et 12,1 années).

## 3. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé en 2008 que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour les entités ayant une obligation d'information du public. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'ICCA, devront appliquer les IFRS pour la première fois aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le Fonds respecte son plan de conversion et présentera ses premiers états financiers intermédiaires préparés selon les IFRS le 30 novembre 2014.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

(en milliers \$)	30 novembre 2012			31 mai 2012		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
<b>Non garantis</b>						
Actions cotées	741 637	21 525	763 162	666 736	45 502	712 238
Actions et parts non cotées	2 411 687	309 706	2 721 393	2 381 376	231 649	2 613 025
Prêts, obligations et avances	1 630 765	(18 968)	1 611 797	1 592 344	(24 144)	1 568 200
<b>Garantis</b>						
Prêts et avances	13 788	(5 319)	8 469	29 173	(3 871)	25 302
	<b>4 797 877</b>	<b>306 944</b>	<b>5 104 821</b>	<b>4 669 629</b>	<b>249 136</b>	<b>4 918 765</b>

La rubrique Investissements en capital de développement inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 290,2 M\$ (31 mai 2012 : 283,7 M\$).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES PRÊTS, OBLIGATIONS ET AVANCES À LA JUSTE VALEUR

(en milliers \$)	Taux variables		Taux fixes		Total
		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	5 ans et plus	
<b>30 novembre 2012</b>					
Non garantis	96 880	354 071	518 986	641 860	1 611 797
Taux moyen effectif (%)	9,4	1,0 <sup>1</sup>	8,8	7,3	
Garantis		200	8 269	-	8 469
Taux moyen effectif (%)		5,7	13,2	9,6	
<b>31 mai 2012</b>					
Non garantis	104 134	362 866	335 348	765 852	1 568 200
Taux moyen effectif (%)	9,1	2,8 <sup>1</sup>	8,5	7,3	
Garantis	413	7 429	150	17 310	25 302
Taux moyen effectif (%)	5,0	14,4	8,1	11,6	

1. Ce taux moyen inclut des avances remboursables à demande ne portant pas intérêt faites à une société en propriété exclusive au montant de 314,7 M\$ (31 mai 2012 : 294,2 M\$). En excluant ces avances, le taux moyen effectif serait de 6,8 % (31 mai 2012 : 12,0 %).

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers \$)	Investissements technologiques	Manufacturier et primaire	Services et tourisme	Fonds régional ou local et immobilier	Total
<b>30 novembre 2012</b>					
Coût	830 300	1 170 996	1 939 348	857 233	4 797 877
Plus-value (moins-value) non réalisée	(164 434)	(16 001)	258 357	229 022	306 944
Juste valeur	665 866	1 154 995	2 197 705	1 086 255	5 104 821
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	24 122	79 616	89 229	(192 967)	-
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	398 406	137 639	126 680	70 407	733 132
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>		6 898	9 010		15 908
	<b>1 088 394</b>	<b>1 379 148</b>	<b>2 422 624</b>	<b>963 695</b>	<b>5 853 861</b>
<b>31 mai 2012</b>					
Coût	874 966	1 150 805	1 825 158	818 700	4 669 629
Plus-value (moins-value) non réalisée	(176 520)	(17 855)	241 706	201 805	249 136
Juste valeur	698 446	1 132 950	2 066 864	1 020 505	4 918 765
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	21 723	78 430	85 302	(185 455)	-
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	415 625	118 234	215 802	72 141	821 802
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>		6 898	9 331		16 229
	<b>1 135 794</b>	<b>1 336 512</b>	<b>2 377 299</b>	<b>907 191</b>	<b>5 756 796</b>

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements en capital de développement qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Des fonds engagés mais non déboursés, un montant de 104,5 M\$ (31 mai 2012 : 248,1 M\$) représente des facilités de crédit et des financements de projets de sociétés en exploitation, dont l'échéance moyenne pondérée est de 18 mois (31 mai 2012 : 15 mois); et un montant de 628,6 M\$ (31 mai 2012 : 573,7 M\$) représente des engagements, qui seront déboursés par tranches, auprès de fonds spécialisés, dont l'échéance moyenne pondérée est de 9,2 ans (31 mai 2012 : 9,3 ans). Des engagements d'un montant de 60,8 M\$ (31 mai 2012 : 89,9 M\$) sont en devises, libellés principalement en dollars américains.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, lorsque le Fonds fait un investissement en capital de développement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres investissements.

### GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements qui ne comportent généralement pas d'échéances spécifiques et qui sont des engagements irrévocables du Fonds à effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé et aux fins suivantes :

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – sans recours	7 510	7 831
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – avec recours	8 398	8 398
	<b>15 908</b>	<b>16 229</b>

Au 30 novembre 2012, la provision relativement aux garanties et cautionnements est de 3,5 M\$ (31 mai 2012 : 4,5 M\$) et est présentée sous Crédoeurs et autres passifs.

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités concernent habituellement les cessions d'investissements en capital de développement pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires. Cette dernière responsabilité est couverte, à certaines conditions, par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations, en tenant compte des provisions constituées, occasionnent des charges importantes additionnelles.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements*, non audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

(en milliers \$)	30 novembre 2012			31 mai 2012		
	Plus-value (moins-value)			Plus-value (moins-value)		
	Coût	non réalisée	Juste valeur	Coût	non réalisée	Juste valeur
Actions cotées et parts non cotées	1 585 209	(27 019)	1 558 190	1 607 277	(92 976)	1 514 301
Parts de fonds de couverture	238 841	(9 552)	229 289	238 510	2 540	241 050
Obligations	2 019 024	107 163	2 126 187	2 032 824	120 890	2 153 714
Instruments du marché monétaire	94 577	68	94 645	207 346	129	207 475
	3 937 651	70 660	4 008 311	4 085 957	30 583	4 116 540
Instruments financiers dérivés	-	7 653	7 653	43	6 437	6 480
	3 937 651	78 313	4 015 964	4 086 000	37 020	4 123 020

La rubrique Autres investissements inclut des titres en devises d'une juste valeur de 1 344,3 M\$ (31 mai 2012 : 1 338,5 M\$), dont principalement 803,2 M\$ (31 mai 2012 : 825,9 M\$) en dollars américains, 175,8 M\$ (31 mai 2012 : 153,2 M\$) en euros et 164,4 M\$ (31 mai 2012 : 170,0 M\$) en livres sterling.

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE

#### Obligations

(en milliers \$)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	De 10 à 20 ans	De 20 à 30 ans	30 ans et plus	Total
<b>30 novembre 2012</b>							
Juste valeur	176 321	631 330	663 118	221 343	391 534	42 541	2 126 187
Coût	179 184	622 898	630 156	198 736	343 969	44 081	2 019 024
Valeur nominale	177 639	607 613	598 748	170 838	308 453	42 695	1 905 986
Taux moyen effectif (%)	1,9	2,6	3,4	4,5	4,2	2,6	3,3
Taux moyen nominal (%)	2,4	3,5	4,2	5,9	4,9	2,7	4,1
<b>31 mai 2012</b>							
Juste valeur	206 858	699 972	575 566	221 241	395 104	54 973	2 153 714
Coût	209 031	696 094	538 235	196 441	338 660	54 363	2 032 824
Valeur nominale	205 856	674 956	516 919	167 872	306 258	53 559	1 925 420
Taux moyen effectif (%)	2,0	2,7	3,8	4,4	4,5	3,0	3,4
Taux moyen nominal (%)	3,1	3,9	4,4	5,8	5,2	3,1	4,3

#### Instruments du marché monétaire

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	Total
<b>30 novembre 2012</b>			
Juste valeur	93 417	1 228	94 645
Taux moyen effectif (%)	1,1	1,0	1,1
<b>31 mai 2012</b>			
Juste valeur	56 991	150 484	207 475
Taux moyen effectif (%)	1,0	1,1	1,1

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

#### Instruments financiers dérivés

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
<b>30 novembre 2012</b>				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	(132)	4		(128)
Ventes	7 064	(5)		7 059
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	-	-		-
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(214)	(1 878)		(2 092)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-			-
Contrats à terme normalisés sur produits de base	-			-
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(3 551)	(3 551)
	<b>6 718</b>	<b>(1 879)</b>	<b>(3 551)</b>	<b>1 288</b>
Valeur notionnelle				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	574 917	4 474		579 391
Ventes	899 748	558 368		1 458 116
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	1 700	89 496		91 196
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	56 949	263 045		319 994
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	32 179			32 179
Contrats à terme normalisés sur produits de base	510			510
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

#### Instruments financiers dérivés (suite)

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
31 mai 2012				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		80		80
Ventes d'options d'achat		(45)		(45)
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	237	8		245
Ventes	(22 000)	(36)		(22 036)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(246)	(4 884)		(5 130)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-	-		-
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(3 774)	(3 774)
	(22 009)	(4 877)	(3 774)	(30 660)
Valeur notionnelle				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		2 693		2 693
Ventes d'options d'achat		9 012		9 012
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	568 341	10 525		578 866
Ventes	881 848	547 637		1 429 485
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	11 182	114 215		125 397
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	3 494	359 854		363 348
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

1. La juste valeur de ces instruments dont la valeur est positive est de 7,7 M\$ (31 mai 2012 : 6,4 M\$) et est présentée sous Autres investissements. La juste valeur de ceux dont la valeur est négative est de 6,4 M\$ (31 mai 2012 : 37,1 M\$) et est présentée sous Créiteurs et autres passifs.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION DE LA JUSTE VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ<sup>1</sup>

(en milliers \$)	Actions cotées, parts non cotées et parts de fonds de couverture	Obligations	Instruments du marché monétaire	Total
<b>30 novembre 2012</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 356 127	52 244	1 408 371
Institutions financières	104 935	503 272	2 568	610 775
Investissements technologiques	225 915	82 542	8 998	317 455
Manufacturier et primaire	926 534	78 383	30 835	1 035 752
Services et tourisme	530 095	105 863		635 958
Juste valeur	1 787 479	2 126 187	94 645	4 008 311
Fonds engagés mais non déboursés <sup>2</sup>	25 333			25 333
	<b>1 812 812</b>	<b>2 126 187</b>	<b>94 645</b>	<b>4 033 644</b>
<b>31 mai 2012</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 302 050	112 471	1 414 521
Institutions financières	79 313	529 820	35 243	644 376
Investissements technologiques	223 457	98 970	19 957	342 384
Manufacturier et primaire	901 526	105 998	39 804	1 047 328
Services et tourisme	551 055	116 876		667 931
Juste valeur	1 755 351	2 153 714	207 475	4 116 540
Fonds engagés mais non déboursés <sup>2</sup>	26 324			26 324
	<b>1 781 675</b>	<b>2 153 714</b>	<b>207 475</b>	<b>4 142 864</b>

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés.
2. Les fonds engagés mais non déboursés auprès de fonds d'infrastructures à l'international représentent les autres investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Ces engagements, dont l'échéance moyenne pondérée est de 0,5 an (31 mai 2012 : 1,0 an), sont en dollars américains.

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées dans la détermination des justes valeurs. La hiérarchie se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Juste valeur fondée sur les cours de marché (non rajustés) observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

Niveau 2 : Juste valeur fondée sur les prix cotés pour des instruments financiers semblables ou fondée sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont basées sur des informations de marché observables.

Niveau 3 : Juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas basées sur des informations de marché observables.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

(en milliers \$)	Niveau			Total
	1	2	3	
<b>30 novembre 2012</b>				
<b>Investissements en capital de développement</b>				
Non garantis				
Actions cotées	763 159	3	-	763 162
Actions et parts non cotées			2 721 393	2 721 393
Prêts, obligations et avances		446 792	1 165 005	1 611 797
Garantis				
Prêts et avances			8 469	8 469
	<b>763 159</b>	<b>446 795</b>	<b>3 894 867</b>	<b>5 104 821</b>
<b>Autres investissements</b>				
Actions cotées et parts non cotées	1 490 906		67 284	1 558 190
Parts de fonds de couverture			229 289	229 289
Obligations		2 116 386	9 801	2 126 187
Instruments du marché monétaire		94 645		94 645
Instruments financiers dérivés	-	7 653		7 653
	<b>1 490 906</b>	<b>2 218 684</b>	<b>306 374</b>	<b>4 015 964</b>
	<b>2 254 065</b>	<b>2 665 479</b>	<b>4 201 241</b>	<b>9 120 785</b>
<b>Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		153 669		153 669
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente</b>				
		224 046		224 046
<b>Encaisse</b>				
	9 974			9 974
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
	-	(6 365)		(6 365)
<b>Titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		(377 715)		(377 715)
	<b>2 264 039</b>	<b>2 659 114</b>	<b>4 201 241</b>	<b>9 124 394</b>
<b>31 mai 2012</b>				
<b>Investissements en capital de développement</b>				
Non garantis				
Actions cotées	703 132	9 106	-	712 238
Actions et parts non cotées			2 613 025	2 613 025
Prêts, obligations et avances		463 393	1 104 807	1 568 200
Garantis				
Prêts et avances			25 302	25 302
	<b>703 132</b>	<b>472 499</b>	<b>3 743 134</b>	<b>4 918 765</b>
<b>Autres investissements</b>				
Actions cotées et parts non cotées	1 436 719		77 582	1 514 301
Parts de fonds de couverture			241 050	241 050
Obligations		2 144 909	8 805	2 153 714
Instruments du marché monétaire		207 475		207 475
Instruments financiers dérivés	80	6 400		6 480
	<b>1 436 799</b>	<b>2 358 784</b>	<b>327 437</b>	<b>4 123 020</b>
	<b>2 139 931</b>	<b>2 831 283</b>	<b>4 070 571</b>	<b>9 041 785</b>
<b>Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		131 507		131 507
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente</b>				
		325 443		325 443
<b>Encaisse</b>				
	13 789			13 789
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
	(45)	(37 095)		(37 140)
<b>Titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		(456 950)		(456 950)
	<b>2 153 675</b>	<b>2 794 188</b>	<b>4 070 571</b>	<b>9 018 434</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des justes valeurs de niveau 3.

### INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(en milliers \$)	Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances		Total
			Non garantis	Garantis	
<b>30 novembre 2012</b>					
Juste valeur au 31 mai 2012	-	2 613 025	1 104 807	25 302	3 743 134
Pertes réalisées		(11 913)	(2 563)	(360)	(14 836)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		78 058	(6 222)	(1 450)	70 386
Achats		174 262	109 068	4 000	287 330
Ventes et règlements		(132 039)	(55 085)	(19 023)	(206 147)
Transfert vers le niveau 3			15 000 <sup>1</sup>		15 000
<b>Juste valeur au 30 novembre 2012</b>	<b>-</b>	<b>2 721 393</b>	<b>1 165 005</b>	<b>8 469</b>	<b>3 894 867</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2012	-	39 627	(10 402)	(1 601)	27 624
<b>30 novembre 2011</b>					
Juste valeur au 31 mai 2011	-	2 097 834	997 759	31 161	3 126 754
Gains (pertes) réalisés	(5 113)	18 631	(8 421)	(491)	4 606
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	5 652	165 729	14 383	29 685	215 449
Achats		141 194	78 658	7 029	226 881
Ventes et règlements	(539)	(103 587)	(59 553)	(37 674)	(201 353)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2011</b>	<b>-</b>	<b>2 319 801</b>	<b>1 022 826</b>	<b>29 710</b>	<b>3 372 337</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2011	-	144 573	(9 205)	(60)	135 308

1. Une débenture non garantie a été transférée du niveau 2 au niveau 3 puisque sa méthode d'évaluation ne repose plus sur des informations de marché observables.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

### AUTRES INVESTISSEMENTS

(en milliers \$)	Actions cotées et parts non cotées	Parts de fonds de couverture	Obligations	Total
<b>30 novembre 2012</b>				
Juste valeur au 31 mai 2012	77 582	241 050	8 805	327 437
Pertes réalisées	(55)		–	(55)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)
Achats	612	331		943
Ventes et règlements	(3 018)		(5)	(3 023)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2012</b>	<b>67 284</b>	<b>229 289</b>	<b>9 801</b>	<b>306 374</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2012	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)
<b>30 novembre 2011</b>				
Juste valeur au 31 mai 2011	76 742	216 439	11 742	304 923
Pertes réalisées		(5 229)		(5 229)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	3 505	9 926	(1 193)	12 238
Achats	460	60 419		60 879
Ventes et règlements	(6 720)	(48 051)	(3)	(54 774)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2011</b>	<b>73 987</b>	<b>233 504</b>	<b>10 546</b>	<b>318 037</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2011	3 505	4 809	(1 193)	7 121

Tous les instruments financiers de niveau 3, à l'exception de certaines parts, sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation dont les résultats sont tributaires d'hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Bien que la direction juge que ses évaluations à la juste valeur sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait résulter en des justes valeurs différentes. Lorsque cela est possible, une analyse de sensibilité aux changements d'hypothèses importantes est réalisée. La direction a évalué la situation et établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles ne résulterait pas en des justes valeurs significativement différentes.

Quant à la juste valeur des parts de fonds de couverture et de certaines parts de niveau 3, le Fonds n'a pas accès à l'information sur les placements sous-jacents, elle est alors basée sur la valeur fournie par le commandité ou l'administrateur externe. Ainsi, aucune autre hypothèse raisonnablement possible n'a pu être utilisée.

## 7. PRÊTS DE TITRES

Dans le cadre du programme de prêts de titres, le fiduciaire obtient, en échange des titres prêtés, des garanties ou des éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi ou entente applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102 % et 107 % au 30 novembre 2012 (31 mai 2012 : entre 102 % et 106 %) et la juste valeur des titres prêtés s'établit à 163 M\$ (31 mai 2012 : 133 M\$).

## 8. DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Débiteurs sur cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements	145 025	89 399
Dividendes et intérêts courus	69 992	73 315
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat	153 669	131 507
Titres achetés en vertu de conventions de revente	224 046	325 443
Autres	36 379	37 172
	<b>629 111</b>	<b>656 836</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 9. IMMOBILISATIONS

(en milliers \$)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<b>30 novembre 2012</b>			
Bâtisses <sup>1</sup>	67 715	18 093	49 622
Mobilier et équipement de bureau	18 317	15 779	2 538
Équipement informatique	13 710	9 205	4 505
Développement informatique	18 971	15 087	3 884
	<b>118 713</b>	<b>58 164</b>	<b>60 549</b>
<b>31 mai 2012</b>			
Bâtisses <sup>1</sup>	67 715	17 179	50 536
Mobilier et équipement de bureau	17 945	15 449	2 496
Équipement informatique	12 966	8 353	4 613
Développement informatique	17 928	14 497	3 431
	<b>116 554</b>	<b>55 478</b>	<b>61 076</b>

1. La valeur comptable nette de la partie de la bâtisse qui est louée est de 20,2 M\$ (31 mai 2012 : 20,6 M\$).

## 10. BILLETS

Les billets sont remboursables sur demande et portent intérêt à un taux établi en fonction du taux de rendement de Autres investissements. Ainsi la juste valeur de ces billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux et de certains fonds spécialisés, correspond à leur valeur comptable. Le taux d'intérêt au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012 est de 4,0 %.

## 11. MARGES DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de marges de crédit au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012 d'un montant de 80 M\$. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, ces marges ne sont pas utilisées.

## 12. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Créditeurs sur acquisitions d'investissements en capital de développement et autres investissements	119 903	204 982
Instruments financiers dérivés	6 365	37 140
Rachats d'actions	19 728	28 072
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	377 715	456 950
Charges à payer et autres	84 902	89 290
	<b>608 613</b>	<b>816 434</b>

## 13. ACTIF NET

### CAPITAL-ACTIONS

#### Autorisé

#### ACTIONS DE CATÉGORIE A

Nombre illimité d'actions de catégorie A à être émises en séries 1 et 2, sans valeur nominale, avec droit de vote, rachetables et non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration.

Les actions de catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 13. ACTIF NET (SUITE)

### CAPITAL-ACTIONS (suite)

#### Autorisé (suite)

#### ACTIONS DE CATÉGORIE B

Nombre illimité d'actions de catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions de catégorie A.

#### Souscrit

Le capital souscrit représente les sommes d'argent encaissées et pour lesquelles aucune action de catégorie A ne peut être émise en contrepartie en vertu de la politique d'achat de gré à gré. Ces sommes d'argent feront l'objet d'une émission d'actions de catégorie A au moment prévu dans cette politique, au prix de l'action en vigueur à cette date.

#### Modalités de rachat

Le Fonds est tenu de racheter les actions dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou les acheter de gré à gré lors de situations exceptionnelles, prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé lors de virements et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions. Cet excédent est réduit lors de rachats d'actions à un prix supérieur à la valeur moyenne du capital-actions émis, en proportion des actions rachetées.

#### Virements

Au cours de la période, les administrateurs du Fonds ont approuvé l'augmentation du capital émis et payé des actions de catégorie A, série 1, d'un montant de 75 M\$ par virement des bénéfices non répartis (30 novembre 2011 : 95 M\$).

Au 30 novembre 2012, le Fonds a procédé à des virements des bénéfices non répartis au capital-actions pour un montant cumulatif de 1 792 M\$.

### ACTIF NET DE CATÉGORIE A

(en milliers)	Série 1		Série 2		Souscrit	Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
<b>30 novembre 2012</b>						
Actif net au début	317 218	8 433 242	3 411	90 686	760	8 524 688
Bénéfice net		195 830		2 110		197 940
Émissions d'actions	9 257	245 131	142	3 768		248 899
Variation nette des souscriptions d'actions					120	120
Rachats d'actions	(7 986)	(211 322)	(129)	(3 425)		(214 747)
Variation des rachats en attente	245	6 507				6 507
<b>Actif net à la fin</b>	<b>318 734</b>	<b>8 669 388</b>	<b>3 424</b>	<b>93 139</b>	<b>880</b>	<b>8 763 407</b>
<b>30 novembre 2011</b>						
Actif net au début	311 941	8 084 720	3 563	92 364	727	8 177 811
Bénéfice net		18 823		229		19 052
Émissions d'actions	9 010	232 023	135	3 464		235 487
Variation nette des souscriptions d'actions					23	23
Rachats d'actions	(9 711)	(250 630)	(207)	(5 366)		(255 996)
Variation des rachats en attente	(245)	(6 341)				(6 341)
<b>Actif net à la fin</b>	<b>310 995</b>	<b>8 078 595</b>	<b>3 491</b>	<b>90 691</b>	<b>750</b>	<b>8 170 036</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 14. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges pouvant résulter en des pertes. Lorsqu'une perte éventuelle est probable et qu'elle peut faire l'objet d'une estimation, celle-ci est comptabilisée. De l'avis de la direction, le montant global des pertes éventuelles, net des pertes comptabilisées, n'aurait pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

## 15. PRODUITS

Des intérêts de 8,7 M\$ (30 novembre 2011: 8,2 M\$) sur les billets sont présentés en diminution des Intérêts à l'état des résultats et capitalisés sous Billets.

## 16. CHARGES

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Traitements et charges sociales	37 811	34 301
Frais de publicité et d'information	6 816	5 394
Frais d'occupation et loyers	4 484	4 458
Honoraires de gestion	3 475	3 697
Honoraires professionnels	3 032	3 749
Fournitures et matériel de bureau	1 632	1 491
Déplacements, voyages et représentation	1 549	1 730
Communication de l'information aux actionnaires	1 240	1 276
Frais de garde et de rémunération du fiduciaire	437	501
Produits d'honoraires et autres produits	(1 810)	(2 281)
Produits de location	(2 016)	(2 036)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 187	1 936
Amortissement du développement informatique	590	387
	<b>59 427</b>	<b>54 603</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 17. IMPÔTS

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, le Fonds est assujéti aux règles applicables aux sociétés de placement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou par l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. Puisque cet impôt est remboursable et que la direction du Fonds est d'avis qu'elle effectuera des augmentations suffisantes de son capital-actions émis et payé pour récupérer cet impôt, celui-ci n'est pas présenté à l'état des résultats mais est inclus sous Débiteurs et autres actifs. Le solde de cet impôt est de 10,5 M\$ (31 mai 2012 : 10,3 M\$).

Le Fonds, ayant le statut de société privée, peut se faire rembourser une partie des impôts payés sur ses revenus de placement en ayant accès à l'impôt en main remboursable au titre de dividende (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. La totalité de cet impôt au montant de 17,8 M\$ (31 mai 2012 : 31,9 M\$) a été appliquée en réduction des impôts sur les bénéfices à payer à la suite d'un virement approuvé par les administrateurs au cours de la période.

En vertu de la *Loi sur les impôts* du Québec, le Fonds a le statut de société d'investissement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut, aux fins du calcul de son impôt du Québec, déduire de son revenu imposable ses gains en capital imposables. En conséquence, les gains en capital réalisés par le Fonds ne sont sujets à aucun impôt du Québec.

Les impôts sur le revenu net de placement avant impôts se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Exigibles	11 897	10 971
Futurs	(1 397)	1 989
	10 500	12 960

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si l'on appliquait le taux d'imposition de base combiné (provincial et fédéral) au revenu net de placement avant impôts. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 46,6 %	31 226	30 861
Dividendes non imposables	(9 115)	(6 336)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(17 775)	(16 362)
Autres éléments	6 164	4 797
	10 500	12 960

Les éléments donnant lieu aux impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	Investissements en capital de		Total
	Immobilisations	développement et autres	
<b>30 novembre 2012</b>			
Actifs d'impôts futurs	(711)	1 306	595
Passifs d'impôts futurs	949	2 162	3 111
<b>31 mai 2012</b>			
Passifs d'impôts futurs	1 749	2 164	3 913

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Les prestations déterminées de ces régimes de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 30 septembre 2012. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation et de solvabilité a été effectuée en date du 31 décembre 2011 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 décembre 2012.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2012		30 novembre 2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>				
Solde au début	160 030	2 217	120 826	1 833
Coût des services rendus	7 398	56	6 785	43
Intérêts débiteurs	3 757	51	3 330	49
Prestations versées	(831)	(15)	(625)	(12)
Perte actuarielle	15 841	170	5 586	69
Solde à la fin	186 195	2 479	135 902	1 982
<b>Actifs des régimes</b>				
Solde au début	112 379	-	93 246	-
Cotisations du Fonds	6 465	15	3 904	12
Cotisations des employés	1 868		2 643	
Prestations versées	(831)	(15)	(625)	(12)
Rendement réel des actifs des régimes	4 167		(4 010)	
Solde à la fin	124 048	-	95 158	-
<b>Rapprochement des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes</b>				
Situation de capitalisation - déficit	(62 147)	(2 479)	(40 744)	(1 982)
Perte actuarielle nette non amortie	47 616	804	26 256	509
Coût (gain) non amorti des services passés	275	(118)	448	(158)
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>(14 256)</b>	<b>(1 793)</b>	<b>(14 040)</b>	<b>(1 631)</b>

Ce passif au titre des prestations constituées est présenté sous Crédeurs et autres passifs.

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

Les actifs des régimes capitalisés sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante :

(en %)	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Fonds commun d'actions	62,4	62,4
Fonds commun d'obligations	37,4	37,3
Encaisse et autres	0,2	0,3
	100,0	100,0

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES (suite)

Les coûts constatés au cours de la période se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2012		30 novembre 2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Coût des services rendus au cours de la période déduction faite des cotisations des employés	5 530	56	4 142	43
Intérêts débiteurs	3 757	51	3 330	49
Rendement réel des actifs des régimes	(4 167)		4 010	
Perte actuarielle	15 841	170	5 586	69
Coût avant ajustements pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	20 961	277	17 068	161
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes	698		(6 987)	
Écart entre le montant de la perte ou du gain actuariel constaté et le montant réel de la perte ou du gain actuariel sur l'obligation au titre des prestations constituées	(15 037)	(151)	(5 411)	(57)
Écart entre l'amortissement du coût ou du gain des services passés et les modifications effectives des régimes	87	(20)	87	(20)
<b>Coûts constatés de la période</b>	<b>6 709</b>	<b>106</b>	<b>4 757</b>	<b>84</b>

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés, se chiffre à 6,5 M\$ (30 novembre 2011 : 3,9 M\$).

### PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer les obligations du Fonds au titre des prestations constituées et les coûts constatés des régimes sont les suivantes :

(en %)	30 novembre 2012				30 novembre 2011			
	de retraite		d'assurance		de retraite		d'assurance	
	Régimes							
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>								
<i>Taux à la fin de la période</i>								
Taux d'actualisation	4,00	4,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
Taux de croissance des salaires	3,50		3,50		3,50		3,50	
<b>Coûts constatés au titre des prestations constituées</b>								
<i>Taux à la fin de la période précédente</i>								
Taux d'actualisation	4,50	4,50	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25	5,25
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00		6,25		6,25		6,25	
Taux de croissance des salaires	3,50		3,50		3,50		3,50	

Le Fonds a déterminé le montant maximal annuel qu'il allait assumer par personne retraitée en vertu du régime d'assurance. Le Fonds ne prévoit aucune augmentation dans le futur.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des sociétés apparentées, qui sont des entreprises qu'il contrôle ou sur lesquelles il a une influence notable. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des sociétés apparentées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes sur les investissements et en certaines charges, notamment des primes payées en vertu de régimes d'assurance.

Le Fonds, dont la majorité des administrateurs sont nommés par la FTQ, a convenu de verser 1,0 M\$ à cette dernière pour la période de six mois terminée le 30 novembre 2012 (30 novembre 2011 : 0,9 M\$) en vertu d'une entente pour rémunérer les services rendus principalement dans le cadre de formation économique, de bilans sociaux, de développement de l'actionnariat, de soutien et d'encadrement de certaines activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et il en nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds lui a consenti un prêt de 5 M\$, à un taux d'intérêt variable et conditionnel, d'une juste valeur de 3,8 M\$ (31 mai 2012 : 3,6 M\$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts de 20 M\$ d'une juste valeur de 13,9 M\$ au 30 novembre et au 31 mai 2012 aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), des entités apparentées au Fonds, car celui-ci nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Ces prêts sont présentés au bilan sous Débiteurs et autres actifs.

## 20. GESTION DES RISQUES

Les risques découlant des instruments financiers font partie intégrante des états financiers audités et sont traités dans la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2012*. Le *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2012* est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## 21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés pour les rendre comparables à ceux de la période courante.

## 22. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, le *Relevé des autres investissements*, non audité, ainsi que le *Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût*, non audité, sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).